

Les Redskinheads de France :

**LES ANTI-IVG NE FONT PAS
QUE MARCHER
ET AUTRES TEXTES FEMINISTES**



Si une lutte antifasciste a persisté au fil des années, c'est bien celle de la défense de l'IVG contre ceux qui voudraient la remettre en cause.

Lutte de classe de plus en plus virulente, regroupant travailleurs et usagères des centres menacés de fermeture. Lutte de masse, si l'on prend la peine d'additionner les multiples rassemblements de défense organisés devant ces centres dès que les fascistes et les intégristes veulent y organiser leurs prières. En ces temps où l'on peine à mobiliser contre les fascistes en général, ceux-ci n'ont quasiment jamais pu appeler à se rassembler devant les hôpitaux sans trouver en face d'eux des manifestant(e)s déterminé(e)s et en nombre.

Pourtant, alors que les anti-IVG n'étaient que quelques centaines dans les rues, il y a dix ans, ils sont des milliers aujourd'hui, dont une partie n'appartient pas aux mouvements fascistes organisés.

Surtout, même si les médias ne cessent de communiquer sur le nombre d'IVG qui serait « trop » important, en réalité de plus en plus nombreuses sont les femmes qui renoncent à avorter et pas par réel désir de l'enfant : mais parce que l'IVG leur fait peur, parce qu'elles ont l'impression de faire quelque chose de mal, qu'elles soient croyantes ou pas, pratiquantes ou pas.

Nombreuses sont celles aussi qui se retrouvent confrontées à des travailleurs sociaux ou à des personnels médicaux hostiles.

Si tout ceci arrive, c'est que les anti-IVG ne font pas que marcher, et sont loin d'avoir la prière comme seule arme.

En réalité, même s'ils ne portent pas la croix en bandoulière on les retrouve partout : dans ces trois articles rédigés au cours des années 2010 et 2011, on les trouvera à la tête de l'actionnariat d'une société HLM ou d'une entreprise de courtage en assurance, en colloque au sein même de l'Assemblée Nationale, derrière un sondage soi-disant neutre qui a fait le tour de tous les médias, même de gauche, à la tête d'organismes soutenus par les pouvoirs publics et censés aider les jeunes femmes en détresse.

On verra aussi comment les femmes qui cherchent de l'aide ou des infos suite à une grossesse non désirée se retrouvent sur des sites d'apparence neutre et informative qui les trompent sur la réalité, notamment en termes de droits sociaux.

Bien loin d'être un enjeu sociologiquement neutre, l'accès à l'IVG est bien un enjeu de la lutte des classes : derrière le discours victimaire des intégristes et des fascistes qui se présentent comme des rebelles opprimés, la réalité est au contraire celle d'une parfaite collaboration entre entreprises, institutions et anti-IVG.

A l'inverse, la résistance et la défense de l'IVG passent avant tout par le mouvement de classe plus global de défense de l'hôpital public et de l'accès aux soins pour tous.

Redskinheads de France, Janvier 2012

ANTI FA



LES ANTI-IVG NE FONT PAS QUE MARCHER (JUILLET 2010)

En France, la progression du discours anti-avortement est surtout analysée au regard du succès de plus en plus important des Marches pour la Vie organisées par les groupes réactionnaires religieux ou fascistes les plus activistes.

La mobilisation antifasciste se concentre surtout contre ces démonstrations de force publiques.

Le discours extrêmement offensif de ces groupes permet, en contraste, de présenter le droit à l'IVG comme un acquis bien défendu par le reste de la classe politique et médiatique.

Pourtant, à travers trois exemples développés dans cet article, on peut constater une réalité totalement différente: la propagation massive par les médias capitalistes de la propagande anti IVG et l'audience donnée à certaines de leurs associations, l'imbrication de certaines structures opposées à l'IVG dans l'appareil de «service public», la place donnée aux anti IVG et aux fascistes au cœur même des symboles de la République.

Les pro vie, l'IFOP, et le «traumatisme de l'IVG», autopsie d'une désinformation ordinaire.

Le 4 mars 2010, la plupart des journaux (AFP, Le Figaro, L'Humanité, le Parisien, Elle, de nombreux sites génériques sur la santé parmi les plus visités du net) (1), ont parlé d'une enquête sur l'avortement faite auprès de mille femmes pour une association joliment nommée «Alliance pour les Droits de la Vie», par l'institut de sondages IFOP.

Aucun de ces médias ne mentionnera l'identité des animateurs de cette association, ni son objectif: il s'agit d'un groupe fondé par Christine Boutin et des médecins catholiques anti IVG, également opposés à l'euthanasie et au PACS (2). Leur angle d'action n'est pas celui de la rue, mais de la bataille de l'opinion, notamment au travers de l'organisation de nombreux colloques et conférences partout en France.

La manipulation repose sur le contenu du sondage: la première question fait ressortir qu'une immense majorité de femmes est effectivement, favorable, en France au maintien du droit à l'IVG.

La mise en avant de cette réponse par les médias, et l'absence conjointe de la présentation de l'association permet en fait de faire passer la suite.

D'abord l'idée qu'il y aurait trop d'avortements en France, et que ce sentiment de bon sens serait partagé par les femmes elle-même

On y apprend que 61 pour cent des femmes interrogées trouvent le nombre d'IVG trop élevées en France. Il y en a 200000 par an. Mais la question posée a été précédée d'une affirmation: «il y a un

avortement pour quatre naissances en France». Associer deux évènements comme une naissance et un avortement, fait venir à l'esprit l'image d'un bébé vivant et en bonne santé d'un côté, et de l'autre une réalité purement négative.

Ceci influence forcément la réponse sur la question des «IVG en trop». Si l'on avait dit aux femmes interrogées « sous l'ancien Régime, un bébé sur trois était abandonné », auraient-elles trouvé qu'il y a trop d'avortements aujourd'hui?



Evidemment, cette question et la manière dont elle est amenée influence aussi la réponse à celle qui suit.

«De même, 83% d'entre elles se disent « plutôt » (45%) ou « tout à fait » (38%) convaincues que « l'avortement laisse des traces psychologiques difficiles à vivre pour les femmes ».

Aucune d'entre nous ne nierait qu'effectivement un avortement, dans notre vie quotidienne, telle qu'elle est, sous le capitalisme en France, est

difficile à vivre.

Mais est-ce l'avortement en lui-même, qui est difficile, plus que tout autre acte médical nécessitant une hospitalisation ?

Aujourd'hui pour une femme non issue d'un milieu social ultra privilégié, ce n'est pas l'avortement en soi qui est une épreuve, mais accéder à ce droit.

Pour beaucoup d'entre nous, il faut déjà dépasser la honte, avoir quelqu'un à qui en parler, sans craindre un jugement de valeur. Il n'y a même pas besoin de vivre dans un environnement religieux pour avoir cette crainte. L'ambiance est telle qu'on aura presque toujours droit comme première réaction au « Mais comment t'as pu tomber enceinte, pourquoi t'as pas fait attention? »

L'IVG est un moment difficile parce qu'elle est aujourd'hui un parcours du combattant. Trouver un hôpital ou une clinique dans les temps nécessite d'innombrables démarches et coups de fil, et les plannings familiaux, faute de financement suffisant ne sont plus en mesure d'apporter le soutien individuel nécessaire dans ce domaine.

L'IVG est un moment difficile pour toutes les femmes de plus en plus nombreuses qui ont des problèmes de couverture sociale. La CMU nécessite désormais de longs délais pour être accordée, la fourniture de justificatifs difficiles à réunir en urgence. Les hôpitaux où l'on peut avoir accès à un

travailleur social immédiatement sont devenus rares. Bien souvent, dans l'urgence, il faut tout simplement trouver l'argent et l'avancer, notamment si l'on ne trouve une place qu'en clinique privée.

Parce que les idées réactionnaires progressent dans toute la société, il n'est pas rare de croiser, dans le parcours de soins, des médecins, des personnels soignants qui désapprouvent l'ivg et ne se privent pas de le faire savoir aux femmes.

De tout cela, l'étude ne parle évidemment pas, et aucune question n'a été posée aux femmes sur la nature du «traumatisme» subi, sur ses causes, sur le parcours du combattant pré IVG et ses conséquences psychologiques.

Ce n'est pas un hasard : la notion de traumatisme post avortement est une expression et une thèse développée par le courant anti IVG, les deux premières références sur Google sont celles de SOS tout petits et de Laissez les vivre. Née aux Etats Unis, elle ne repose sur aucune base scientifique acceptable dans ses méthodes et ses présupposés (3).

Cette étude banalise pourtant cette notion, et dans ce domaine, un simple sondage est naturellement plus efficace que bien des pages de propagande pseudo scientifique.

Le sondage est présenté comme l'opinion majoritaire des femmes: c'est l'une d'entre nous se retrouve donc conditionnée à considérer l'IVG comme un traumatisme grave, et naturellement ce sentiment, joint aux difficultés réelles évoquées ci dessus peut lui même créer le traumatisme, la culpabilité et ses conséquences.

On perd souvent de vue que le combat réactionnaire et antiféministe des anti IVG ne vise pas seulement à la faire interdire: la bataille est psychologique, car le droit dont on n'use pas n'existe pas.

Apologie de la famille, de l'épanouissement soi disant naturel que constituerait la maternité pour une femme, même très jeune, d'un côté: depuis quelques années, l'image de la fille mère en difficulté a été remplacée dans les médias par la mise en avant de la maternité de jeunes icônes issues de la télé réalité, mais aussi par des téléfilms ou des films grands public qui présentent la maternité de jeunes mineures comme une situation parfaitement gérable et source à la finale d'épanouissement personnel, pour la mère et pour l'enfant.

De l'autre, des opérations de communication relayées par les médias de masse et menées par les anti IVG, qui présentent l'avortement comme une expérience destructrice de la femme, donc un acte qui devrait être réservée aux plus extrêmes urgences, pour SON bien (4).

L'objectif est bien que les femmes, notamment les plus jeunes renoncent d'elles même à leur droit.



La délégation de service public donnée aux anti IVG, l'exemple du logement des infirmières en formation

En France le visage le plus respectable du front anti IVG a longtemps été incarné par le généticien Jérôme Lejeune , à cause de la qualité de ses recherches scientifiques sur la trisomie 21 et dudiscours très émotionnel sur les enfants handicapés «qui ont le droit de vivre comme les autres».

La fondation Jérôme Lejeune a été reconnue d'utilité publique un an après sa création ce qui a donné lieu à de vives protestations, en 1996 (5).

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts, et c'est en toute tranquillité que les amis du Professeur Lejeune poursuivent beaucoup d'activités de terrain, avec des moyens énormes, bien loin des manifestations de rue.

L'année dernière, des militantes féministes (6) dénonçaient déjà le développement des Maisons Tom Pouce, maisons destinées à accueillir des femmes enceintes «à partir de quelques semaines de grossesse».

Derrière cette initiative il y a SOS Futures Mères, une des nombreuses émanations de la Fondation Lejeune.

Initiative privée ? Oui, mais celle de Seine et Marne a reçu, et ses petites sœurs dans d'autres départements aussi, l'agrément de l'Aide Sociale à l'Enfance, directement dépendante du Conseil Général et de ses élus. Concrètement, l'orientation vers les Maisons Tom Pouce se fait par les travailleurs sociaux du département.

Cela signifie, que le travailleur social, face à une jeune femme enceinte de quelques semaines et en totale détresse, hésitante sur son choix, et en difficulté pour trouver un hôpital ou avorter, ce qui n'est pas rare, peut aussi lui proposer cette «solution», un hébergement dans une structure créée par une association opposée à l'avortement.

En effet, le rôle des personnels sanitaires et sociaux auxquels la femme se retrouve confrontée lors d'une grossesse non désirée est essentiel: sur les forums généralistes, les témoignages ne manquent pas d'IVG vécues comme un véritable traumatisme, à cause des remarques et du comportement d'un gynécologue, d'un médecin mais aussi du personnel infirmier.

Naturellement, on reste toujours surpris que des personnes ayant a priori reçu une formation scientifique se révèlent reprendre les discours anti IVG.

Mais il s'avère tout simplement que le mouvement s'est aussi organisé pour intervenir dans la formation globale de ces personnels, par divers biais, dans un contexte de dégradation des conditions de travail et d'étude de ces personnels.

Les élèves infirmiers et infirmières aujourd'hui, sont confrontés au coût de leurs études: nombreux sont ceux et celles, qui, face au manque de place dans les structures publiques doivent se rabattre sur le privé, payant.

Dans ce contexte, faire face au coût supplémentaire du logement, pour ceux et celles qui ne vivent pas à proximité de leur lieu d'études ou de stages est un souci supplémentaire et la recherche d'un hébergement à moindre coût une nécessité.

C'est là , ou l'on retrouve l'association des Amis du Professeur Lejeune, dans le cadre d'une activité beaucoup moins mise en lumière.

Le Foyer pour tous est une filiale de la société HLM Ileane. La société gère notamment, au travers d'une structure dédiée, l'AGEFO, environ 1200 places de foyer.

Le statut de société HLM permet notamment d'avoir accès à de nombreux financements publics, et également à ceux du 1% patronal, donc aux sommes collectées sur les salaires pour produire du logement social, mais aussi à des prêts à tarif extrêmement bas pour la construction de nouvelles unités, en échange du plafonnement des loyers.

Il y a quelque chose qui attire l'oeil, dans le guide du locataire (6), à la deuxième page, classiquement réservée, dans les brochures de ce genre, à la photo symbolisant de manière idéale, l'activité de la société: ici il s'agit d'une petite place, tranquille et verdoyante, ou les logements flambants neufs et d'architecture quasi villageoise sont regroupés autour...d'une église.

Rien d'étonnant, au regard de son actionnariat , résumé dans le tableau ci-dessous

Actionnariat de référence : Pacte d'actionnaires

Principaux actionnaires :

Actionnaires	Nombre d'actions	%
Fond des oeuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte	8 099	32,40
L'Oeuvre d'Orient	3 434	13,74
Association Les amis du professeur Lejeune	2 000	8,00
Association Jeunes Lève-toi Talitha Koum	1 742	6,97
Asso « Les oeuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte »	1 506	6,02
Les papillons blancs de l'Essonne	1 336	5,34
Centrale Voor Huisvesting	1 250	5,00
Association pour le logement des grands infirmes (ALGI)	1 000	4,00
Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail (LADAPT)	180	0,72

Le Foyer pour tous est donc une société où le pouvoir de décision est entièrement entre les mains d'organisations d'obédience catholique qui sont actionnaires majoritaires.

Rien d'étonnant: le processus de privatisation de l'ensemble du champ social en France a abouti à un retour de l'Eglise depuis une bonne vingtaine d'années dans toutes les activités autrefois contrôlées par l'Etat.

Mais, dans ce cas précis, l'actionnariat de l'Association des Amis du Professeur Lejeune, en apparence minoritaire, traduit en fait l'influence de la fraction la structure sur une activité précise, la gestion de foyers destinés spécifiquement aux jeunes travailleurs et travailleuses en formation dans le secteur de la santé.

Selon le site de l'AGEFO, les publics des foyers sont en effet, les élèves infirmiers et infirmières, ceux du secteur paramédical, les stagiaires en formation de ces secteurs, mais aussi ceux qui exercent leur premier emploi dans ces professions.

Le foyer le plus important, situé dans le quinzième arrondissement porte d'ailleurs le nom du généticien anti- IVG, Jérôme Lejeune.

Naturellement, comme dans le cas des Maisons Tom Pouce, les gestionnaires de l'AGEFO pourront toujours raconter que leurs convictions personnelles n'influent absolument pas sur le quotidien dans les foyers et qu'aucune propagande n'y est effectuée contre l'IVG.

Comme si un lieu de vie n'était pas l'endroit idéal pour conditionner les esprits en douceur à certaines théories.



Et si rien dans les brochures de présentation du foyer n'indique , hormis son nom, que de la propagande catholique intégriste puisse y être faite, le règlement intérieur témoigne en tout cas d'une ambiance assez peu «moderne» et très autoritaire: la non mixité y est la règle, les pensionnaires n'ont pas le droit d'inviter qui que ce soit dans leur chambre, mais seulement dans les parties communes, et seules les membres de la famille de sexe féminin peuvent éventuellement y rester dormir , sur un lit pliant, mais pas dans la chambre.

Par ailleurs, les jeunes filles doivent y laisser l'accès totalement libre à la direction du foyer et n'ont pas le droit de changer la clef de leur chambre...

Les commandos anti IVG, stratégie la plus visible de ce courant , ne sont pas parvenus à leur fin dans les années 90, et n'ont pas réussi à retourner massivement les esprits contre le droit à l'avortement.

Mais l'implantation au cœur du dispositif de ce qui était autrefois le service public peut à terme réussir ce retournement, tout simplement parce qu'il s'agit d'une influence quotidienne.

Les anti IVG au cœur de la République et de ses symboles: quand le Bloc Identitaire ne fait pas scandale

Ces dernières semaines, le Bloc Identitaire a fait la une des discours politiques et médiatiques, avec « l'apéro saucisson pinard», fustigé par la plupart des élus de la République comme une initiative raciste.

Et l'apéro a finalement été interdit dans le quartier de la Goutte d'Or: mais le Bloc , avec une initiative présentée comme pacifique et purement culturelle a pu semer le doute dans les esprits sur son caractère violent et réactionnaire et se présenter comme une victime du «système».

Cela fait aussi partie du discours habituel des anti- IVG, qui se présentent systématiquement comme des rebelles en butte à l'hostilité de l'ensemble des gouvernants.

Pourtant, il y a quelques semaines, le Bloc a pu tranquillement intervenir au cœur même des institutions symboles de la République, à l'Assemblée Nationale, sans déclencher la moindre protestation d'un seul ou d'une seule de nos députées.

Le 28 mai , à l'initiative de l'«Institut de Geopolitique des Populations», un colloque se tient au Palais Bourbon . Son thème : « Les femmes devant le déclin démographique»: parmi les invitées, une responsable du Bloc Identitaire (8)

La notion même de «déclin démographique», en France est politiquement orientée: elle apparaît massivement dans le discours nationaliste après la défaite de 1870 face à l'Allemagne et est associée immédiatement à la décadence, à la «libéralisation des mœurs», à la critique de la démocratie qui serait un individualisme destructeur, dans les thèses développées à l'époque par des écrivains réactionnaires comme Barrès.

Récurrente dans le discours de la droite classique, Jacques Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing en ont ainsi fait des thèmes de campagne, elle est associée dans le discours d'extrême droite à la dénonciation de l'immigration.

Elle oppose dans ce cadre, une société occidentale où la famille serait une valeur en voie de perte, aux sociétés «allogènes», dont la fertilité incontrôlée menacerait l'existence même de la société européenne.

Dans ce cadre idéologique parfaitement mythique, la femme «occidentale» est naturellement désignée comme une des responsables d'une situation catastrophique, parce qu'elle refuserait le rôle de mère, qui doit être le sien, parce qu'elle se servirait des méthodes de contrôle des naissances dans une optique égoïste et destructrice du tissu social.



Le discours anti- avortement s'inscrit naturellement dans ce cadre idéologique: l'avortement ne serait pas seulement un crime contre les enfants à naître, c'est un crime contre l'ensemble de la société. La femme et son corps sont donc doublement dépossédés d'elles même: non seulement, la grossesse ferait de nous le simple réceptacle d'un sujet qui appartiendrait à d'autres, mais notre rôle social impératif est de se consacrer à ce statut d'objet, d'outil passif de préservation de la civilisation européenne dirigée par des hommes.

La présentation de ce colloque résume assez bien cette orientation politique:

"Le déclin démographique, en France comme en Europe, met de plus en plus en présence deux populations, celle d'origine, et celle venue d'ailleurs. Ce qui est en cause est la survie, à terme, de notre pays, de nos sociétés et de leur identité. L'enjeu n'est pas mince. L'objet de ce colloque est de voir quelle est la part de responsabilité dans ce phénomène majeur qui revient à la société, aux hommes ou, après tout, aux femmes de notre temps..."

Et après une journée de débat sur «les causes de la baisse de la fécondité», sur «la nécessité de ne pas confondre liberté et individualisme face au déclin démographique», la question finale est sans ambiguïté : les femmes sont-elles victimes ou responsables face au déclin ?»

Les intervenants de ce colloque sont , pour les politiques, des représentants de la fraction la plus réactionnaire de l'UMP : Christian Vanneste, connu notamment pour ses positions violemment homophobes, mais aussi une sénatrice parisienne, Marie Thérèse Hermanges: celle-ci est membre du Comité National d'Ethique, et s'est élevée notamment, contre la possibilité de laisser les sage femmes prescrire l'IVG médicamenteuse, contre le développement de la procréation médicalement assistée, mais aussi contre l'utilisation des cellules souches d'embryons humains pour la recherche scientifique.

Au sein du CNE, elle s'est également élevée contre le dépistage prénatal de la trisomie 21, avec les arguments de la Fondation Lejeune, à savoir le «droit de vivre» des handicapés.

L'organisateur du colloque, est une personnalité «prestigieuse», fréquemment invitée dans les médias, Yves Marie Lulan: son CV extrêmement long témoigne d'une vie au cœur des instances dirigeantes du capitalisme français: membre de nombreux cabinets ministériels, conseiller au FMI, pour la Caisse française de développement en Afrique et aux Caraïbes, enseignant à Sciences Po et à Dauphine, mais aussi président du Conseil Economique de l'Otan.

Longtemps membre du RPR, il a développé toute sa vie, les thèses barrésiennes et réactionnaires sur les «nations européennes suicidaires».

L'avortement est selon lui «une culture de mort», et il défend l'idée d'une politique nataliste comme le seul «rempart à l'immigration de masse».

Il est également animateur régulier du Libre Journal sur Radio Courtoisie.

Ses liens avec le Bloc Identitaire n'ont idéologiquement et pratiquement rien de surprenant, puisqu'il a participé à la Convention du mouvement en octobre 2009.

Malgré tous ces éléments, qui font de ce colloque un événement sans ambiguïté , une alliance de la droite et de l'extrême droite anti IVG, et bien que le Bloc l'ait annoncé sur son site et sur Novopress, avant sa tenue, pas une voix politique, parmi celles qui ont notamment dénoncé l'apéro saucisson pinard ne s'élèvera contre la reprise des discours anti féministes les plus violents au sein même d'un lieu symbole de la République, pourtant présentée par ces mêmes politiques comme le rempart naturel face au fascisme.

L'efficacité du combat anti IVG réside forcément dans sa perspective révolutionnaire

A travers ces trois exemples parmi d'autres, une réalité émerge

La remise en cause du droit à l'avortement n'est pas seulement due à l'existence de groupes de pression activistes extérieurs à l'appareil d'Etat, aux médias, ou aux structures dirigeantes du capitalisme français.

Bien loin d'être des « rebelles combattus par le système », les anti IVG et leurs discours sont intégrés depuis longtemps dans les structures sociales et politiques dominantes . Au plus haut niveau de l'Etat, mais aussi dans les institutions qui régissent au quotidien la vie du prolétariat et son accès aux rares droits qui persistent en période d'offensive capitaliste.

Si les médias donnent la parole aux défenseurs de l'avortement, s'ils sont encore enclins à dénoncer les plus caricaturaux des discours anti IVG, leur idéologie n'en est pas moins présentée comme respectable et relevant du débat démocratique, dès lors qu'elle se présente sous un jour plus pacifique.

La dimension de classe du combat antifasciste dans ce domaine, comme dans d'autres ne peut donc être éludée: les féministes interclassistes , et parmi elles, celles qui appartiennent aux partis socio démocrates, de gauche ou d'extrême gauche se focalisent sur la défense de la légalité de l'avortement.

Mais lorsque le discours anti IVG dispose d'une audience de masse, lorsque les groupes opposés à l'avortement ont les moyens d'intervenir dans la formation des personnels médicaux et para médicaux, lorsqu'ils contrôlent des structures qui relèvent de l'accès aux aides sociales pour les plus pauvres, l'avortement peut bien être parfaitement légal, les femmes prolétaires y auront de moins en moins accès, seront de plus en plus conditionnées psychologiquement à le voir comme une « faute ».

Le combat antifasciste peut donc difficilement se mener sur la base d'une alliance « progressiste ».

Cette alliance amène inévitablement à privilégier des méthodes parfaitement inefficaces:

- l'illusion de la communication médiatique: les mêmes médias qui présentent un sondage commandité par une association anti IVG comme une initiative neutre et objective, sont aussi ceux qui ne parlent du combat pour l'avortement qu'au travers des contre manifestations organisées par la gauche et l'extrême gauche. Fatalement, puisque les médias n'évoquent jamais la remise en cause concrète de l'IVG, ces contre manifestations apparaissent sans objet à la majorité des prolétaires persuadés que l'IVG est un droit acquis et intangible.

- Une analyse abstraite du "droit" qui ne tient pas compte des conditions objectives de son exercice: aucune prise en compte par la gauche et l'extrême gauche de la forme réelle de la privatisation du secteur social et de la santé. L'analyse de classe de cette évolution passe nécessairement par la remise en cause du discours prétendument anti jacobin et libertaire sur le rôle essentiel et positif du secteur «associatif» ou de la «société» civile: historiquement, en France, l'Eglise Catholique a été, préalablement à l'Etat, la force de contrôle et de gestion de la pauvreté, au travers de ses diverses institutions sociales, et le désengagement de l'Etat l'amène à reprendre ce rôle, tout simplement parce qu'elle en a les capacités pratiques, bien plus que n'importe quelle autre composante du «mouvement associatif»

-La présentation des forces anti IVG comme des «groupuscules» anti démocratiques et anti républicains, minoritaires, et activistes relève d'une analyse dépassée: comme le montre l'exemple du colloque à l'Assemblée nationale et du champ politique incarné par ses participants, l'intégration des groupes fascistes organisés à un mouvement bien plus vaste et parfaitement intégré dans l'ordre démocratique capitaliste français est déjà une réalité.

La riposte antifasciste et antisexististe ne peut donc se construire que dans le cadre de la lutte des classes: elle passe nécessairement par le combat local, de proximité contre toutes les émanations concrètes de l'offensive réactionnaire et patriarcale en cours, et pas seulement ses manifestations les plus visibles, mais certainement pas les plus dangereuses.



(1) quelques références d'articles

<http://www.leparisien.fr/laparisienne/sante/85-des-francaises-sont-favorables-a-l-ivg-04-03-2010-835911.php>

<http://www.lejdd.fr/Societe/Sante/Actualite/IVG-Les-mesures-de-Bachelot-177825/>

http://www.maxisciences.com/ivg/ivg-85-des-femmes-y-sont-favorables-mais-61-aimeraient-en-voir-baisser-le-nombre_art6169.html

<http://www.feminactu.com/index.php?post/2010/03/04/Les-francaises-favorables-a-IVG-oui-mais>

(2) http://fr.wikipedia.org/wiki/Alliance_pour_les_droits_de_la_vie

(3) en lien , un article de No pasaran qui fait le point sur cette notion et son utilisation par le courant anti IVG

http://nopasaran.samizdat.net/article.php3?id_article=544

(4) l'association pour les Droits de la Vie expose elle-même très clairement, les objectifs de ce sondage reproduit en intégralité sur son site: la "prévention " de l'avortement, mais aussi la critique d'une "sexualité trop précoce" et la distribution massive de préservatifs.

<http://anonymouse.org/cgi-bin/anon-www.cgi/http://www.adv.org/lactualite-de-lalliance/campagnes-de-lalliance/les-femmes-et-livg-sondage-ifop/>

(5) un article de la LDH qui revient sur cette affaire et sur d'autres activités de pression de la Fondation

<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article1712>

(6) <http://www.bakchich.info/article6518.html>

(7) http://anonymouse.org/cgi-bin/anon-www.cgi/http://www.domnis.fr/fr/30_locataire.html

(8) <http://anonymouse.org/cgi-bin/anon-www.cgi/http://www.bloc-identitaire.com/actualite/1310/colloque-femmes-devant-declin-demographique>

AVORTER C'EST NOTRE CHOIX : ATTENTION AUX DONNEURS DE CONSEILS BENEVOLES ! (Janvier 2011)

Dans notre société patriarcale, « tomber enceinte » , socialement, c'est le type même de la bonne nouvelle. A la télé, dans les discours des copines déjà mamans, dans les journaux féminins, la découverte de la grossesse est une fête, un moment où l'on accède à un statut honorable et envié.

Alors, quand on est dans la situation inverse, que le test de grossesse positif succède à des semaines d'attente des règles dans l'angoisse, forcément, on se sent immédiatement anormale, on cherche en soi un changement psychologique, quelque chose qui ferait qu'on désirerait finalement cet enfant qu'on ne souhaitait absolument pas avant de tomber enceinte par accident.

Quand on a du fric, une IVG, c'est accessible rapidement, et on n'a donc pas à souffrir mentalement de longues semaines d'attente. Trouver un gynéco sympa, une clinique privée s'il n'y pas de place à l'hôpital public ne pose pas de souci. Bien sûr même les femmes de la bourgeoisie n'échapperont pas à la stigmatisation sociale, à une vraie déprime souvent due au regard des autres.

Mais pour les femmes prolétaires, l'IVG n'est plus si simple qu'elle devrait l'être. Trouver une source de conseils, savoir comment faire, où s'adresser devient de plus en plus difficile. Souvent le planning familial est de plus en plus éloigné du domicile, et un entretien téléphonique ne remplace jamais un entretien physique quand on est en souffrance psychologique.

Il y a ensuite la nécessité d'aller vite, faire les examens nécessaires préalables, notamment l'échographie, et vu l'engorgement des hôpitaux on doit souvent se rabattre sur le privé, avancer les frais des consultations, puis trouver une place à l'hôpital avant que le délai légal soit dépassé. Ces semaines sont souvent un véritable enfer. Et souvent aussi le doute s'installe, on n'est juste plus sûre de ce que l'on veut. Et l'on tente de trouver de l'aide, une écoute, un peu au hasard, puisque le service public n'existe presque plus.



Et le prédateur anti IVG nous attendent tranquillement dans ce moment difficile avec leurs moyens financiers énormes et leur relais divers et variés...

*En matière de conseils et d'aide sur l'IVG Un bon référencement
Google n'est pas gage de sérieux et d'objectivité : c'est même
souvent le contraire*

On aura toutes, dans un moment de solitude, l'envie d'aller sur le net, on tapera par exemple juste « aide et IVG » sur Google. Et là, aucune trace de sites publics : la première référence c'est

Doctissimo et un article plutôt bien fait sur l'IVG, et les moyens pour y recourir. Seul souci, la loi des pubs par mots clefs fait qu'on lit ces conseils utiles entourés d'une myriade de pub de produits pour les jeunes mamans...Très réconfortant...

Mais ce n'est rien à côté des liens qui suivent : le second en effet propose une vidéo « pour celle que ça peut aider »...Il s'agit en réalité d'un montage ignoble évoquant le soi disant risque de mourir pendant l'IVG, la « souffrance à vie », le tout avec des images de femmes le cœur ouvert ou les paupières cousues. Une petite saloperie artisanale émanant évidemment des groupes anti IVG.

Déjà bien heurtée, on clique sur le 3^{ème} lien et l'on tombe sur un site qui a l'air tout à fait sérieux : IVG.net, centre national d'écoute anonyme et gratuit, avec un numéro vert et une permanence quotidienne.

Seulement au fil des pages d' « information » du site, on tombe sans arrêt sur des articles concernant le prétendu « syndrome post avortement », une [notion charlatanesque](#) non reconnue par l'ensemble de la communauté médicale, dont la prétendue preuve repose sur des études de cas menées dans des conditions non scientifiques.

Les « témoignages » sont censés être répartis entre les IVG bien vécues et celles qui ont été mal vécues. Mais en guise d'IVG bien vécues, on trouve des femmes bien sûr « anonymes » qui évoquent toutes la soi disant pression qui leur aurait été mise par le corps médical ou par les sages femmes et qui auraient influencé leur décision...

En réalité ce site émane directement de groupes anti IVG, le prétendu service d'écoutes de « professionnels » renvoie vers une seule et unique personne, et [l'arnaque a déjà été dénoncée](#) par des femmes militantes ou pas. Une des ces femmes a même réagi [en créant un site avec de vraies infos sur l'IVG](#) .

Seulement, le référencement sur internet ne se fait pas selon la véracité des informations mais selon les moyens financiers des personnes ou des groupes qui se cachent derrière les sites : et le site ivg.net s'est payé un lien publicitaire qui apparait sur toutes les pages ou le mot clef IVG est recherché par les internautes !

Et pas seulement : une publicité est également présente sur [tous les sujets consacrés à l'IVG](#) , en bas de chaque page sur les forums Au Féminin , parmi les plus consultés en France .

On pourrait passer des pages à référencer les anti IVG qui se dissimulent sous le masque d'aidants pour influencer les femmes.

Le guide de l'Alliance pour les droits de la vie : Information concrète sur vos droits ou manipulation mensongère ?



Mais beaucoup de femmes sont abusées par le côté « pacifique » développé par le mouvement anti IVG ces dernières années, et se demandent si après tout, ces personnes qui proposent de l'aide psychologique, mais aussi parfois des aides alimentaires ou des vêtements comme « Laissez les Vivre », ne peuvent être considérées comme des personnes de confiance : la plupart de ces organisations prétendent en effet respecter la liberté de choix de chacune, alors on se dit que leurs informations, juridiques notamment seront objectives....

Mais si l'on est sincère, et qu'on ne souhaite pas influencer l'autre mais seulement l'aider, pourquoi mentir sciemment sur des éléments importants dans le choix de garder ou non l'enfant ?

Si vous avez de faibles ressources et que vous recherchez des informations sur les aides accessibles en cas de grossesse et ensuite pour élever votre enfant, vous tomberez assez facilement sur un guide rose et bleu « [Le guide de la Femme Enceinte](#) ». Celui-ci est conseillé notamment par le journal La Croix, ce qui lui a donné un certain écho. Il est aussi proposé dans les foyers d'hébergement, et certaines structures caritatives dépendant de l'Eglise Catholique sur leurs présentoirs.

Il émane de [l'Alliance pour les droits de la Vie](#), une des structures les plus influentes du monde des anti IVG, notamment parce que l'un de ses principaux membres est Christine Boutin, ancienne Ministre du Logement.

Et alors ? Douze pages d'infos juridiques et pratiques, ça ne se refuse pas ?

Si, quand elles sont truffées de mensonges par omission, qu'elles vous laissent penser qu'élever un enfant avec peu de moyens sera tout à fait possible et confortable avec des droits sociaux divers et variés.

Mais le capitalisme se moque des enfants des pauvres, comme de leurs parents, et les mères isolées sont parmi les personnes les plus pauvres de ce pays.

Voici quelques contre vérités énoncées dans ce guide :

« La prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) vous est versée par la CAF quelles que soient votre situation familiale et votre nationalité si vos ressources ne dépassent pas certaines limites. »*

Vous lisez « vos » ressources, vous comprenez qu'il s'agit de votre salaire, ou de vos revenus personnels ?

Pas du tout. Il s'agit des ressources de votre foyer : donc également celles de votre conjoint, mais aussi par exemple, celle de vos enfants s'ils vivent avec vous tout en travaillant. Vu les plafonds, le seuil est très vite atteint. Surtout, si votre mari, si votre concubin a des ressources et pas vous, ne comptez pas sur une quelconque autonomie financière, vous serez dépendante d'un homme pour vous et votre enfant. Et cela même si l'homme avec qui vous vivez n'est pas le père de l'enfant concerné.

"Si vous vivez seule et élevez seule votre enfant, vous pouvez avoir droit, sans condition de ressources, à l'allocation de soutien familial dont le montant par enfant à charge jusqu'à 21 ans est versé mensuellement par la CAF.*

Si vous êtes enceinte seule ou parent isolé, démunie ou que vos ressources sont faibles, vous avez le droit quels que soient votre âge et votre situation (élève, étudiant, stagiaire, sans revenu...) au Revenu de solidarité active (RSA), même si vous avez moins de 25 ans. Pour y avoir accès, vous devez en faire la demande auprès de la CAF. Vous recevrez les premiers versements dès l'acceptation d'attribution du RSA par la CAF au cours de la grossesse. Pour en bénéficier, vous devez habiter en France métropolitaine de façon stable, être Française ou ressortissante de l'espace économique européen et justifier d'un droit au séjour, ou séjourner en France depuis au moins 5 ans. »*

Voilà le paragraphe le plus mensonger et le plus ignoble de ce guide, car il s'adresse aux femmes les plus fragiles, celles qui ne pourront compter que sur elles même pour s'occuper d'un éventuel enfant.

Tout à l'air simple : vous, par « vivre seule », vous comprenez...vivre seule, séparée de fait ou de droit du père de votre enfant.

Mais en réalité, si vous n'êtes pas encore divorcée, si votre ex est parti à l'étranger, ou plus simplement si vous êtes en couple avec un homme qui n'est pas le père de votre enfant, vous n'aurez pas accès au RSA et à l'allocation de soutien familial.

Et surtout depuis trois ans pour pouvoir bénéficier du complément de soutien familial plus de trois mois, vous serez contrainte d'engager des procédures contre le père de l'enfant pour qu'il vous verse une pension alimentaire, faute de quoi l'allocation ne sera pas maintenue.

Et ce même si vous ne voulez pas que votre ex ait des contacts avec vous, même s'il a exercé des violences psychologiques contre vous, même s'il n'a pas plus les moyens que vous de subvenir aux besoins de l'enfant.

La réalité la voilà : trois mois après la naissance d'un enfant, vous vous retrouverez dans des galères innommables, en plein dans les démarches administratives, le tour des institutions et services sociaux surchargés, sans garantie aucune d'obtenir un maigre minimum vital à l'issue de tout ça. Evidemment, cela ne change rien pour celles d'entre nous qui ont envie d'avoir un enfant, mais pour toutes celles qui hésitent, oui : sciemment une organisation dont Christine Boutin est responsable, elle qui a d'ailleurs été à l'origine de nombreuses réformes anti-sociales, ment aux femmes enceintes les plus précaires pour les dissuader de recourir à l'IVG.

Le chapitre sur la protection de l'emploi est également un monument de mensonge par omission...

Dans un pays où les précaires se comptent par millions, le guide énonce les protections en cas de licenciement garanties seulement à celles qui ont un CDI...et encore. Pour toutes celles de plus en plus nombreuses qui sont en contrats précaires, grossesse signifie le plus souvent non renouvellement de contrat.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les accouchements avant terme sont en constante augmentation ces dernières années : on cache sa grossesse, on continue à bosser et on met en danger sa santé parce qu'on n'a pas le choix...

Et puis, dans ce chapitre et après celui où l'on vous a présenté l'accès aux aides sociales comme d'une facilité incroyable, on ne vous parle pas de ce qui arrive lorsqu'on est indemnisée par le Pôle Emploi et qu'on est mère d'un tout jeune enfant : pour toucher son chômage, le Code du Travail stipule qu'on doit être en mesure de chercher et d'occuper un emploi à plein temps.

Qu'on n'ait pas de mode de garde pour le bébé ne changera rien : une offre d'emploi refusée, un rendez-vous manqué et ce sera le risque de radiation et de perte de ses indemnités.

Ces quelques exemples sont suffisants pour démontrer ce qui se cache derrière les bonnes intentions et les conseils « bénévoles » des anti IVG : des bourgeoises et des bourgeois cyniques qui choisissent leurs proies parmi les femmes les plus fragiles socialement.

Pas besoin que l'IVG soit interdite, si l'on fait en sorte que la majorité des femmes, les prolétairES soient dissuadées d'y accéder, par la culpabilisation, mais aussi en faisant croire, notamment aux plus jeunes d'entre elles qu'une maternité dans des conditions précaires sera accompagnée et soutenue par l'Etat et par l'accès à des droits sociaux mirobolants.

Cela n'a rien d'étonnant : les groupes anti IVG qui aujourd'hui adoptent ces stratégies de désinformation « douce » sont les mêmes qui organisaient des commandos devant les hôpitaux il y a dix ans en France et qui continuent aux Etats Unis.

D'ailleurs, les trois quart de leur prétendues publications scientifiques sont des traductions américaines, éditées par des groupes, qui là bas continuent à recourir à la violence mais ont aussi réussi légalement à faire remettre en cause le droit à l'IVG dans de nombreux Etats.

La lutte contre le droit à l'IVG et à la contraception n'est qu'un aspect de leurs activités car la plupart sont liées soit directement aux Eglises de toute obédience, soit à des mouvements d'extrême droite : pour tous ces courants, la femme reste un être dont la finalité est de mettre au monde des enfants et de rester au foyer.



Alors quand on est seule et confrontée à une grossesse non attendue, comment trouver de l'aide pour faire son choix ?

Il ne s'agit pas de renoncer à Internet, surtout quand on a besoin d'anonymat pour exprimer et partager ses doutes.

Mais d'écouter celles et ceux qui n'ont rien à vendre

- Sur les forums, beaucoup de femmes vous donneront des conseils issus de leur expériences et vous indiqueront TOUTES les possibilités quel que soit votre choix

- Le planning familial reste la meilleure source d'information et de recours

Et puis surtout, toute personne, toute association, tout site de conseils animé par la volonté sincère d'aider les femmes dans cette situation vous donneront forcément UN conseil : même la veille de l'IVG et si brusquement vous décidez de poursuivre votre grossesse, vous pourrez le faire.

Par contre, si vous dépassez le délai légal, et que vous n'avez pas les moyens d'aller à l'étranger, vous n'aurez plus le choix : et malheureusement aujourd'hui en France, trouver une place pour avorter devient extrêmement difficile.

Les groupes anti IVG le savent, c'est pourquoi ils vous inciteront toujours à « ne pas vous précipiter », à « prendre le temps de la réflexion », ...

Au contraire, n'attendez pas !

Si vous avez le moindre doute sur votre désir d'enfant, allez au Planning, faites l'échographie et l'examen gynécologique obligatoires avant une IVG, renseignez vous sur l'hôpital ou ce sera éventuellement possible.

Vous ne lèserez ni vous-même, ni une autre femme en attente de place, qui l'obtiendra si finalement vous changez d'avis.

Notre corps et notre vie nous appartient, mais personne ne les défendra à notre place.

Deux sites essentiels

[Le site du plannig familial](#)
[Sos-IVG](#)

LES ANTI-IVG : UNE ENTREPRISE QUI CONNAIT PAS LA CRISE (Décembre 2011)



2011 restera une grande année pour les catholiques intégristes : celle où ils sont enfin apparus comme un mouvement massif et offensif, à l'occasion des deux mobilisations contre des pièces de théâtre, et précédemment contre une œuvre d'art contemporain, dégradée en plein jour dans un musée.

Dans ces trois occasions, la ligne a été très dure et très éloignée des apparitions habituelles du mouvement sur le front de la lutte anti-IVG : cette fois, on ne se contente plus de prier, on ne marche plus tranquillement avec ses enfants, mais on affronte les forces de l'ordre et on défend les actes de violence matérielle et physique. D'ailleurs l'appel lancé par CIVITAS pour les manifestations contre les théâtres était sans ambiguïté aucune dirigé vers la jeunesse fasciste dont les membres se sont pressés d'y répondre.

Pourtant une stratégie ne chasse pas l'autre : moins médiatisées, les prières devant les établissements pratiquant l'IVG se sont multipliées, et ce n'est pas un hasard si l'hôpital Tenon, où le centre n'a été maintenu que par une mobilisation exemplaire des personnels et de la population en est désormais une cible régulière.

Le combat pour le droit à l'IVG est bien un combat de classe : non seulement parce que ce droit ne peut être garanti aux femmes prolétaires que par l'existence concrète de structures leur permettant d'y avoir accès, mais aussi parce qu'il trouve en face de lui une bonne partie de la bourgeoisie, dont la mobilisation n'est pas seulement idéologique mais aussi pratique.

L'importance de cette mobilisation, notamment en terme d'investissement financier de la part d'enseignes capitalistes qui pour autant ne tiennent pas à être mises en cause publiquement, explique la différence d'approche des activistes de terrain de l'intégrisme catholique, qui ces dernières années ont cherché à donner une apparence plus ouverte et pacifiste à leur mouvement spécifique contre l'IVG.

La violence directe contre les structures d'accès aux droits pour les femmes mettrait en effet en danger des initiatives aussi diverses que des contrats d'assurance anti-IVG ou le contrôle de structures sociales agréées par les autorités par des militants de la cause.

Qu'est-ce qu'un contrat d'assurance anti-IVG ? C'est la souscription à une complémentaire santé qui exclut toute prise en charge de frais annexes liées à une éventuelle interruption de grossesse. En France, c'est possible grâce à une société de courtage en assurances, [Assurethic](#) fondée par un militant catholique de longue date.

Celle-ci finance nombre d'activités liés aux anti-IVG, notamment les maisons Tom Pouce , dont nous reparlerons plus loin dans cet article, mais aussi par exemple le Tour du monde « pro-vie » d'une catholique intégriste québécoise, qui donne l'occasion de médiatiser la cause.

Libre choix de chacun de consommer « pro-vie » ? Pas seulement. L'objectif de cette société de courtage est aussi et surtout de constituer une force collective qui permettrait de faire pression sur les assureurs existants, en conditionnant la souscription de contrats chez eux au respect de certaines clauses : non-investissement dans la prise en charge de soins relatifs à l'IVG, mais aussi à l'euthanasie ou à ce que les anti-IVG appellent l'« eugénisme » et donc par exemple, la procréation médicalement assistée.

Ce n'est pas un petit enjeu : la Sécurité Sociale ne rembourse que 80 % de l'IVG proprement dite en milieu hospitalier et 70% pour l'IVG médicamenteuse. Les mutuelles ont parfaitement le droit de ne pas proposer le complément, c'est déjà le cas pour certaines d'entre elles.

D'ores et déjà, beaucoup de femmes n'ont pas de mutuelle et doivent donc acquitter ces frais, si elles ont des revenus trop hauts pour la CMU.

Aujourd'hui, les catholiques intégristes n'ont pas les forces suffisantes pour faire pression sur les grands assureurs, mais des initiatives comme Assurethic sont la base d'initiatives massives qui pourront organiser par la suite la pression collective nécessaire.

Et ce d'autant plus que leur point de vue est soutenu par une fraction grandissante de la bourgeoisie qui met la main à la pâte, de manière suffisamment indirecte pour ne pas souffrir de ce soutien.

Les plannings familiaux ferment ou se débrouillent avec des bouts de ficelle. Les hôpitaux sont surchargés, les foyers d'hébergement pour femmes surpeuplés et souvent dégueulasses.

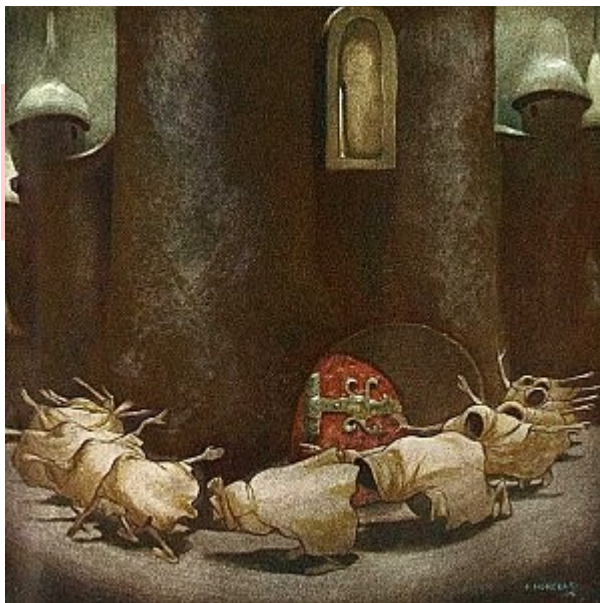
Mais, « étrangement », au milieu des annonces perpétuelles de fermeture de structures sociales et sanitaires, quelques exceptions attirent l'oeil, par exemple le réseau des [Maisons Tom Pouce](#), qui accueille exclusivement des jeunes femmes enceintes dans la précarité...

Sur le site de ces foyers, qui se sont multipliés ces dernières années, les photos d'intérieur tout neuf et coloré, meublé avec soin, installés dans des maisons avec jardin contrastent avec l'état habituel dégradé des structures d'aide sociale.

Les maisons Tom Pouce travaillent avec l'agrément de l'Aide Sociale à l'Enfance dans plusieurs départements : ce qui étonne, c'est qu'il n'est même pas nécessaire d'être originaire du département ou se situe le foyer pour y être accueillie. D'habitude, en ces temps où chaque élu local n'a qu'une obsession, ne pas récupérer de nouveaux pauvres, cette possibilité est inexistante...

Pour être accueillie en Maison Tom Pouce, quand on est une femme en début de grossesse, sans domicile fixe, et sans ressources, une seule conditionpoursuivre sa grossesse.

Un hébergement stable, pendant quelques mois, un suivi social, et la perspective même illusoire de sortir de la précarité la plus absolue, c'est évidemment un élément de poids lorsqu'on doit prendre sa décision de garder ou non un enfant.



Les Maisons Tom Pouce ont été fondées par une militante catholique opposée à l'avortement, soutenue par la Fondation Lejeune et SOS Futures Mères. Nous avons évoqué cette genèse de la structure dans un [précédent article](#).

Mais aujourd'hui, en plus de l'agrément des autorités et du soutien sans faille des catholiques intégristes, les Maisons Tom Pouce ont d'autres ressources, dont ne bénéficient évidemment pas d'autres structures sanitaires et sociales : le soutien de nombreuses grosses entreprises.

Parmi elles, Carrefour, Schneider HP, ou les cuisines Schmidt apportent une aide financière ou en nature. Les Maisons Tom Pouce sont aussi aidées par d'autres entreprises au travers de l'utilisation du service civique ou du mécénat.

Et ceci s'ajoute à un financement en Seine et Marne au moins par le secteur public, en l'occurrence par le Conseil Général.

Bien sûr, la responsable de Tom Pouce Marie Noëlle Couderc, comme ses soutiens tiennent un discours rassurant : les opinions personnelles des fondateurs et tenants de la structure n'interféreraient aucunement avec l'activité. Et on peut se dire qu'il vaut mieux des structures pour

femmes enceintes, même si la même attention n'est pas accordée aux autres que pas de structures du tout.

Mais toute cette aide des entreprises et des pouvoirs publics, alors que l'accès à l'IVG est restreint et délaissé, ne s'adresse pas à une structure neutre. Bien au contraire, celle-ci est utilisée pour promouvoir le discours anti-IVG.

Il suffit de parcourir la lettre régulière de l'Association pour en faire la preuve. Celle de [décembre 2007](#) est édifiante : elle contient le récit du destin d'Emma, violée dans un parc, tombée enceinte et qui gardera son enfant grâce à l'aide des Maisons Tom Pouce alors que son environnement familial y était défavorable et qu'elle même hésitait. Il est suivi d'un plaidoyer...pour la béatification du Professeur Lejeune

La rubrique « On en parle » du site est elle aussi très claire, en voici un extrait :

« Depuis la création de notre association, notre vocation n'a pas changé : être là quand une future maman a besoin d'aide. Le nombre d'avortements, de son côté, n'a pas diminué, bien au contraire. Mais il apparaît que la nouvelle génération se pose désormais la question du bien fondé de cet acte irréversible : assisterait-on à une prise de conscience ?

Lorsque nous discutons avec des jeunes gens, nous ne ressentons ni agressivité ni indifférence, mais bien plutôt de l'intérêt lié à une écoute attentive. Tous savent de quoi nous parlons, toutes ces situations sont pour eux éloquentes car bien souvent il les ont rencontrées dans leur famille ou auprès de leurs amis. Mais que faire quand la grossesse surgit ? Notre rôle prend alors tout son sens : Nous tous devons être là pour intervenir lorsque le problème survient, pour pallier l'absence de l'entourage démissionnaire vers lequel la future maman devrait tout légitimement trouver du secours. »

On trouve également un choix de chansons anti-IVG, dont celle dont les médias ont beaucoup parlé, Aurélie de Colonel Reyel.

Marie Noëlle Couderc a tout à fait le droit de vivre ses idées en tant qu'individu...mais c'est bien en tant que directrice d'une structure financée par les pouvoirs publics, et donc en violation totale de la neutralité afférente à sa fonction qu'elle intervient dans des journaux catholiques ou elle affiche l'objectif de son projet : « sauver des « enfants » de l'IVG ».

C'est aussi avec son titre professionnel qu'elle participera à un [colloque chrétien](#) contre la théorie du genre en janvier 2012. Ce ne sera pas le premier, puisque les Maisons Tom Pouce ont par exemple été présentées dans un [congrès de l'Union pour la Vie](#) en 2010, l'Union pour la Vie réunissant un conglomérat d'anti-IVG, notamment ceux qui manifestent devant les hôpitaux, par exemple SOS Tous Petits.



Ces dernières semaines, féministes, députés, sénateurs de gauche et de droite se sont lancés, à partir de l'affaire de la crèche Babylooup dans une vaste campagne, qui aboutira bientôt à une loi : il s'agirait de faire respecter la « laïcité » en interdisant aux salariées des crèches, mais aussi aux assistantes maternelles de porter le voile, dans l'exercice de leur activité professionnelle. Une récente décision du Conseil d'Etat valide également le principe de l'interdiction des sorties scolaires aux mères de famille voilées.

Quoi qu'on pense de la religion ou du port du voile, ces prises de position et ces décisions politiques ont en tout cas deux caractéristiques : le débat a visé uniquement l'islam, et surtout ce sont à la finale des croyantes individuelles, dont des salariées qui feront les frais des mesures prises.

Dans le même temps, des structures ouvertement partisans de la vision catholique intégriste bénéficient à la fois du soutien de grands patrons et du financement public, sans même qu'un minimum de réserve soit exigé de la part de ses responsables.

Dans le combat pour leur liberté, les femmes sont donc bien seules : et l'indignation morale, de même que les mobilisations contre les manifestations publiques des catholiques intégristes ne suffiront pas. Heureusement, les luttes qui ne cessent de se mener, qui unissent usagères et travailleuses des plannings familiaux, des établissements hospitaliers ne cessent de s'intensifier notamment contre les fermetures de centre.

L'espoir antifasciste comme souvent nait bien de la force de la lutte des classes.

